

**Séance ordinaire du  
mardi 30 novembre 2021**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Ressources humaines et  
dialogue social**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Marie MASSART.

**Absents / Excusés :**

Manu REYNAUD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Luc ALBERNHE.

**Convention de groupement de commandes permanent relatif aux prestations en  
direction des agents dans le cadre de la prévention et de la santé au travail, entre  
Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre  
Communal d'Action Sociale de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de permettre une égalité de traitement entre les agents de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, une cohérence des actions et un fonctionnement optimal des missions en terme de ressources humaines, il convient de créer un groupement de commandes permanent, régi par les dispositions des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique. Ce groupement de commande concernera l'ensemble des prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail principalement dans le cadre du maintien en emploi.

Une première convention de groupement de commandes a été conclue pour la période 2018-2019 entre la Ville et la Métropole. Il est proposé, pour celle-ci, d'associer le CCAS compte tenu des besoins similaires de l'établissement.

Ce groupement inclut les marchés suivants :

- Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle) ;
- Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap ;
- Formations (handicap et sensibilisation) ;
- Etudes ergonomiques ;
- Prestation d'interprétariat et de transcription langue des signes (présentiel) ;
- Visio interprétariat en langue des signes (utilisation d'appareils mobiles pour mise en relation téléphonique) ;
- Transport de personnes en situation de handicap ;
- La médecine du travail et logiciels associés ;
- Achat ou développement de solutions informatiques ;
- Prestations d'accompagnement collectif ou individuel ;
- Prestations d'études spécialisées ou d'audits

En cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant approuvé par l'ensemble des parties.

Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de la passation des marchés jusqu'à leur notification.

Le groupement est constitué jusqu'à l'accomplissement des missions du coordonnateur pour l'ensemble des procédures de marchés engagées avant le 31 décembre 2024.

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS, seront chargés, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière des marchés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier pour la passation des marchés relatifs aux prestations en direction des agents des trois entités dans le cadre de la prévention et de la santé au travail principalement dans le cadre du maintien en emploi ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 8 décembre  
2021**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 8 décembre 2021**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention\_GC\_MP\_2021\_v20210927 vf.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20211130-172369-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 08/12/21  
Réception en Préfecture : 08/12/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.